

Charette quitte le navire à son tour

Jean-Marc Salvet

jmsalvet@lesoleil.com



À l'instar de l'ancien péquiste François Legault, le député Benoit Charette soutient qu'il faut mettre de côté tout projet référendaire sur la souveraineté. Sa démission du caucus du Parti québécois (PQ), hier, amplifie la crise secouant la formation de Pauline Marois.

Le député de Deux-Montagnes se sent très proche de la Coalition pour l'avenir du Québec. Il n'est pas prêt pour autant à rejoindre les rangs du mouvement de François Legault. Pas pour le moment, du moins.

Il réévaluera la situation si M. Legault lance un nouveau parti politique — ce qu'il devrait faire à la fin de la présente année ou au début de l'an prochain.

Si M. Charette a choisi de démissionner, c'est qu'il voulait que le Parti québécois «s'engage à ne pas tenir de référendum lors d'un prochain mandat». Il dénonce l'«hypothèque» référendaire. Il la compare à une «épée de Damoclès».

Le programme politique adopté par les 1600 militants au congrès d'avril stipule qu'un gouvernement du Parti québécois déclencherait un référendum «au mo-

ment jugé approprié».

La porte référendaire demeure donc ouverte. C'est trop pour M. Charette.

CONTRE LES PURS ET DURS

Lélu de Deux-Montagnes se situe aux antipodes des quatre députés démissionnaires, lesquels fustigent, eux, la tiédeur du PQ de Pauline Marois sur cette question.

«Lorsque j'entends des collègues et d'ex-collègues dire qu'il faut accélérer le pas vers le

référendum, je ne peux que penser qu'ils compromettent le projet même de souveraineté», a affirmé Benoit Charette.

Il pensait à Lisette Lapointe et à Jean-Martin Aussant, mais aussi à Pierre Curzi et à Louise Beaudoin.

«Un troisième échec référendaire serait fatal à la cause souverainiste et le peuple québécois ne semble manifestement pas prêt et désireux de vivre ce troisième référendum.»

Comme François Legault, M. Charette croit que le temps est venu de décréter une trêve référendaire. Il estime qu'à peine 20 % des citoyens placent l'idée de la souveraineté en tête de leurs priorités. La plupart des Québécois ont bien d'autres préoccupations, selon lui.

À LA DÉFENSE DE MAROIS

Benoit Charette défend le leadership de Pauline Marois, même s'il sait qu'il se trouve à le

fragiliser en démissionnant. Il estime que le Parti serait en plus mauvaise posture encore si elle n'en était pas la chef.

Les problèmes ont des racines profondes. Lélu rappelle que l'érosion des appuis à la formation souverainiste s'est amorcée il y a une quinzaine d'années. En 2008, le PQ a enregistré 600 000 votes de moins qu'en 1994, alors que le nombre d'électeurs a crû de 840 000 durant la même période.

INDÉPENDANT

Le député de Deux-Montagnes reconnaît que l'hypothèse «François Legault» a joué un rôle dans sa décision. À une collègue du caucus qui lui demandait récemment s'il rejoindrait un parti politique dirigé par François Legault, il a confié qu'il n'était «pas en mesure de dire oui ou non».

Sa réponse ambiguë a précipité sa réflexion. Il ne voulait plus être dans «l'ambivalence».

S'il a signé, il y a 15 jours à peine, la lettre ouverte à Jacques Parizeau pour lui demander de faire confiance à la relève au PQ, c'est par simple «solidarité» envers ses collègues, a-t-il expliqué, hier.

À la rentrée d'automne, Benoit Charette siègera comme député indépendant. Pour un certain temps du moins.